

Questionner les reconfigurations des « oppositions » en Turquie urbaine

Responsable

Necati Mert Gümüş
(Triangle, Université Lumière Lyon 2)

Théo Malçok
(CETOBaC, EHESS)

Judi 13 juillet 2023
8h30-10h30
Salle Athéna 047

Discutant

Élise Massicard
(CERI, Sciences Po)

Intervenants

Eva Bernard
(Mesopolhis, Sciences Po Aix)

Agathe Fautras
(Médiations, Sorbonne Université)

Théo Malçok
(CETOBaC, EHESS)

Necati Mert Gümüş
(Triangle, Université Lumière Lyon 2)

Résumé de l'atelier

L'espace politique turc connaît une transformation rapide et inattendue depuis ces dernières années. À la tête du gouvernement depuis deux décennies, Recep Tayyip Erdoğan et son parti ont conduit progressivement la Turquie vers un système présidentiel autoritaire. Au cours de cette transformation, les oppositions au régime politique se sont également restructurées à la suite notamment de deux moments-clés : le mouvement protestataire de Gezi en 2013 et le référendum de 2018 qui aboutit à l'abandon du système parlementaire pour lui substituer un système présidentiel (*sic*). Afin de contrebalancer une littérature abondante sur les politiques du parti au pouvoir et du gouvernement central, nous souhaitons, à travers cet atelier, déplacer l'attention vers le renouvellement des oppositions : nouveaux partis politiques, mouvements sociaux, société civile. Cette effervescence politique peut néanmoins agir comme un leurre. Il s'agit de dépasser une lecture hâtive du renouvellement des oppositions qui conduit trop facilement à s'arrêter sur son aspect inédit. Ce dépassement passe inévitablement par un effort d'historicisation des objets étudiés. Celui-ci pourrait éventuellement déboucher sur l'écriture de généalogies, de cartographies ou de prosopographies. En outre, l'examen hâtif du renouvellement des oppositions en Turquie débouche également sur le constat d'une centralité du monde urbain. Qu'en est-il du monde rural ? L'espace, qu'il soit urbain ou rural, n'est-il pas en train de s'ancrer profondément dans le numérique ? Les effets du renforcement sécuritaire, et plus récemment de la pandémie, sur la parole publique sont des indices allant dans le sens de cette hypothèse.

Programme

Eva Bernard

Interroger un « tournant » autoritaire face à la permanence d'un problème public : les mobilisations féministes contre les violences faites aux femmes sous l'AKP

Les mobilisations féministes en Turquie s'organisent depuis la fin des années 1980 autour du problème public des violences faites aux femmes. S'inscrivant dans l'opposition politique, elles se rassemblent autour d'enjeux législatifs et de revendications de politiques publiques de prévention, de protection et de répression des auteurs de violence, ainsi que pour le développement d'un réseau de solidarité féministe vis-à-vis de violences patriarcales. Le Parti de la Justice et du Développement (AKP), au pouvoir depuis 2002, adopte dans une première phase d'importantes réformes législatives et constitutionnelles, avec en toile de fond le processus d'adhésion à l'Union européenne. Au début des années 2010,

la position du gouvernement vis-à-vis des droits des femmes et du mouvement féministe connaît pourtant un revirement conservateur vis-à-vis notamment de l'avortement, de la famille et des violences faites aux femmes, revenant peu à peu sur certains acquis juridiques dans ces domaines. Cette période est aussi marquée par la révolte de Gezi, et une restriction croissante des libertés publiques. Si les années 1990 connaissent un processus de professionnalisation militante et de développement d'un féminisme de projet, un mouvement radical semble reprendre de l'ampleur à mesure que la possibilité de dialogue avec les pouvoirs publics se ferme. Il s'agira alors d'interroger dans quelle mesure cette fermeture constitue un tournant pour les mobilisations féministes, en matière de conceptualisation des violences faites aux femmes, de discours et de modes d'action.

Agathe Fautras

Continuités oppositionnelles : la formation d'un espace militant après-Gezi en situation autoritaire à Istanbul

La révolte de Gezi a rassemblé des centaines de milliers de manifestant·e·s fin mai 2013 à Istanbul, pour s'étendre ensuite à de nombreuses villes de Turquie. Initiée d'abord pour s'opposer à la destruction du parc de Gezi dans l'arrondissement central de Beyoğlu (Istanbul), elle s'est rapidement transformée en une contestation généralisée du gouvernement conservateur de l'AKP, et notamment de sa politique libérale de transformation urbaine et de limitation de la liberté d'expression. La production scientifique sur cette révolte est abondante ; néanmoins, elle est circonscrite aux manifestations de mai-juin 2013, qui ont cessé après la répression. Écartant cette approche événementielle, concentrée sur le moment fort et inattendu de la mobilisation, cette présentation fondée sur un travail de thèse vise à mettre au jour les racines et le développement d'un espace militant après-Gezi. À Istanbul, à partir de 2013-2014, les ancien·ne·s manifestant·e·s ont en effet créé des collectifs militant sur les questions urbaines, d'écologie, de droits des femmes et de la communauté LGBTQIA+, dans une continuité idéale et organisationnelle avec la révolte, tout en s'adaptant à une situation autoritaire limitant de plus en plus les interventions dans l'espace traditionnel de contestation (la rue, la place). Les entretiens réalisés avec ces militant·e·s démontrent l'existence d'un continuum avec des mouvements sociaux préexistants (mouvements urbains, mouvement altermondialiste notamment). Plus encore, l'observation de l'espace politique turc actuel semble montrer une pénétration des idées politiques portées lors de la révolte dans la politique partisane d'opposition. Dix ans après, la révolte de Gezi n'en finit donc pas de produire des effets.

Théo Malçok

De l'Union démocratique radicale (Radikal Demokratik Birlik) à l'Association de l'Athéisme (Ateizm Derneği) : (dis)continuités de l'opposition athée en Turquie

L'Association de l'Athéisme, fondée en 2014 à Istanbul, prétend être la première organisation athée de Turquie. Or, dans les années 1980, un groupe se faisant appeler l'Union démocratique radicale cherchait à unifier les sensibilités antimilitaristes, écologistes, féministes, homosexuelles et athées sous un même étendard. L'aile athée de cette organisation se saisit d'une connivence avec le directeur d'une revue d'actualité politique de l'époque, *Nokta*, pour faire entendre ses revendications telles que supprimer la mention de religion sur les cartes d'identité, rendre les cours de religion facultatifs, abolir les lois pénalisant la liberté d'expression à l'encontre de la religion majoritaire ou financer l'ouverture de crématoriums. Une trentaine d'années plus tard, l'Association de l'Athéisme développe les mêmes revendications. Pourtant, chez les membres de cette association, la connaissance de l'expérience de l'Union démocratique radicale est lacunaire. Comment expliquer cette continuité de revendications couplée à une discontinuité générationnelle au niveau des acteurs ? Pour apporter des éléments de réponse à cette question, il faut plonger dans l'histoire d'autres mouvements d'opposition tels que les mouvements aléviste et LGBTQIA+. En effet, l'Association de l'Athéisme a capitalisé sur ces expériences militantes dans la formulation de ses revendications et dans ses modes d'action – tels que

le « coming-out » athée – même si les généalogies construites par ses adhérents n'y font pas explicitement référence. Sur un plan théorique, cette présentation invite donc à réfléchir sur les chaînes de transmission inter-oppositions comme condition de possibilité du renouvellement des configurations politiques. Sur un plan empirique, cette communication sera nourrie par une enquête de terrain de longue durée au sein des réseaux d'activistes athées de Turquie et un travail de recherche documentaire approfondi.

Necati Mert Gümüş

Quand l'opposition devient le gouvernement dans les métropoles : effets d'un changement politique sur les rapports de force entre les acteurs du politique à Istanbul

Lors des élections locales de 2019, le principal parti de l'opposition, le CHP (Parti républicain du peuple), a remporté des victoires grâce à ses alliances avec d'autres partis d'opposition pour récupérer la gouvernance des municipalités métropolitaines. Ces nouveaux gouvernements locaux ont hérité des problèmes profonds qui ont émergé avec les politiques publiques mises en place par l'AKP aux niveaux national et local. Ces problèmes sont à l'origine de nombreux conflits et luttes localisés dans les espaces urbains, notamment à Istanbul. Mais en quoi ce changement politique, notamment dans la métropole d'Istanbul, amène-t-il un changement des rapports entre le gouvernement de la métropole et les luttes locales ? Cette présentation questionnera la nouvelle reconfiguration des rapports et des relations de ces nouveaux gouvernements, dits opposants, avec les luttes locales, à partir du cas d'Istanbul. Pour ce faire, différents cas de luttes et de conflits seront analysés, à partir des données recueillies lors d'entretiens et d'observations réalisées pendant une recherche de terrain à Istanbul en 2021 et 2022. Ces données seront complétées par des entretiens complémentaires prévus en 2023.